Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Mes chers collègues, si vous voulez bien finir de prendre place.

J'ai quelques messages d'absence.

Caroline Aloé qui a donné pouvoir à Corinne Imbert.

Christophe Dourthe à Fabrice Barusseau.

Et Sylvie Marcilly à Stéphane Villain.

Caroline Campodarve est retardée, elle va nous rejoindre.

Elle va nous rejoindre d'ici quelques instants.

Je me permets d'évoquer le programme de cette journée pour que vous l'ayez bien en tête.

Ce matin, nous allons, pendant le temps nécessaire, examiner les huit rapports de la session de printemps.

Nous ferons une interruption de séance de 15 minutes pour nous permettre de nous mettre en disposition de commission permanente.

Ensuite, nous déjeunerons.

Cet après-midi était prévue une réunion de travail avec la Chambre d'agriculture.

Françoise De Roffignac et nos services vérifient ceux d'entre vous qui y participent, car si la participation se situe au-dessous du niveau de la mer, qui, un jour de marée très découverte, est très bas, elle se transformera en réunion de travail plus étroite, sous l'égide de Françoise.

On va vous interroger, si ça n'a pas déjà été fait, pour savoir qui a réellement l'intention d'y participer, pour que ça ait une allure correcte, sinon, on changera de format.

Nous accueillons ce matin dans le département le numéro deux du gouvernement, le ministre d'État François de Rugy, avec une séquence dauphins.

Lionel, tu as la séquence dauphins ?

Non, c'est Catherine.

Tu as la séquence cachalots, très bien.

J'ai le dauphin, le cachalot, c'est une histoire qu'on raconte en maternelle.

Donc, c'est Catherine Desprez qui y sera, parce qu'il va au laboratoire de l'université.

Après le déjeuner, il va au grand port maritime sur les problèmes de pollution.

Pour l'instant, les nouvelles sont bonnes.

On ne nous annonce rien avant dix jours.

Cette masse qui avançait à 40 km/h la semaine dernière n'avance plus qu'à 17 km/h, c'est un beau chiffre, et dans une direction qui n'est pas la nôtre.

On peut donc espérer.

N'empêche que le ministre de Rugy se fera présenter les dispositifs de protection au grand port maritime.

J'y serai, à ce moment-là.

Ensuite, il ira dans l'île d'Aix, Stéphane Villain et Sylvie Marcilly l'accompagnent, pour faire un point dans l'île d'Aix, où il y a eu une fausse alerte.

Voilà pour l'organisation de tout cela.

Je vous propose d'attaquer les rapports de la session.

Nous allons commencer par la deuxième commission.

Et je demanderai, après la présentation par les rapporteurs, Jean-Marie Roustit et la rapporteure de la commission des Finances, Brigitte Rokvam, à Sylvie Mercier d'intervenir pour apporter quelques précisions, comme elle le souhaitait après la visite du secrétaire d'État, lundi.

J'ai un pouvoir, en attendant son retour, de Caroline Campodarve à Gérard Pons.

Jean-Marie Roustit.

Jean-Marie Roustit, vice-président.

-M. le président, c'est un avis unanime favorable de votre deuxième commission sur ce rapport, qui vous propose donc d'adopter le plan d'action pour un numérique inclusif qui se décline sur cinq axes : renseignement, permettre l'accès à Internet, faciliter les démarches pour les services en ligne du Département, accompagner aux usages des outils numériques et coordonner les actions départementales.

Votre deuxième commission propose également de mettre en place un comité de pilotage des actions pour un numérique inclusif, composé de mesdames Mercier, Guimberteau, Bureau, Rabelle, Dupraz et Guillen, et de messieurs Roustit, Grenot et Barusseau.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-C'est une bonne suggestion de la commission Solidarité territoriale.

Brigitte Rokvam, l'avis de la commission des Finances ?

Brigitte Rokvam, vice-présidente.

-C'est un avis favorable de la commission des Finances.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci.

Comme convenu, je donne la parole à Sylvie Mercier.

Sylvie Mercier, conseillère départementale.

-M. le président, merci beaucoup.

Nous connaissons tous les enjeux du numérique.

Je ne vais pas vous refaire le contexte national, je vais le ramener à l'échelle de notre territoire.

Ce sont environ 130 000 personnes charentaises-maritimes qui sont très éloignées du numérique, dont des personnes âgées et des personnes très démunies.

La dématérialisation arrive, elle arrive à grands pas.

Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser des gens sur le bord de la route.

C'est la raison pour laquelle le département de la Charente-Maritime a décidé de mettre en place une politique départementale en faveur de l'inclusion numérique.

Il fait partie, comme l'a souligné le secrétaire d'État M. Mounir Mahjoubi, des départements pilotes dans ce domaine.

Nos objectifs seront de faciliter l'accès au numérique pour tous les Charentais-Maritimes et d'accompagner les plus en difficulté.

Nous allons partir de l'existant, fédérer les compétences, mettre en avant tous les acteurs engagés pour l'accompagnement aux usages des outils du numérique.

Nous allons faire du département de la Charente-Maritime un acteur majeur de l'inclusion numérique dans le cadre de ses compétences de la solidarité sociale et territoriale.

Le plan d'action se décline en cinq axes.

Le premier axe est de renseigner.

Nous allons donc faire une étude de terrain, une enquête, et établir une cartographie de l'offre numérique.

Nous allons également établir un observatoire, parce que cette offre va évoluer en même temps que le déploiement du très haut débit sur notre département.

Dans le deuxième axe, qui est de permettre l'accès à Internet, c'est la possibilité d'ouvrir nos bâtiments du Département au wi-fi, permettre l'accès, éventuellement en travaillant aussi avec des opérateurs du recyclage.

Permettre l'équipement.

Dans le troisième axe, faciliter les démarches, c'est faciliter les démarches pour les services en ligne du Département en s'appuyant sur des groupes d'utilisateurs.

Le quatrième axe, former aux usages des outils du numérique, c'est accompagner vers l'autonomie dans une logique professionnelle.

Nous accompagnons déjà une partie de la population en papier.

Ces personnes très démunies sont toujours accompagnées, bien sûr, sur le numérique, et pour l'autre partie de la population, l'objectif est de l'amener vers de l'autonomie.

Le cinquième axe, qui est de coordonner les acteurs, les fédérer pour l'ensemble des Charentais-Maritimes, c'est mettre en réseau tous les différents partenaires, avoir un plan de communication commun, une identité partagée.

C'est tous ensemble que nous ferons du numérique un levier de développement et d'égalité des chances.

Merci beaucoup.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci beaucoup, Sylvie, de ces précisions.

Nous avons été bien informés par la venue de Mounir Mahjoubi, lundi, et par les explications de Sylvie Mercier.

Est-ce qu'il y a, sur tout cela, des questions ?

Je me tourne un peu vers Alexandre Grenot, en lui disant que l'usage du numérique, c'est aussi l'accès à la citoyenneté.

Donc, il faut que ce soit bien en lien avec les actions qu'il mène en faveur de la citoyenneté.

Je me tourne aussi vers nos amis qui sont à la régie pour leur demander de fermer un tout petit peu les...

Parce que pour certains, je ne vois que des visages lointains.

Oui, Pierre Malbosc.

C'est parfait, merci.

Merci.

Pierre Malbosc, conseiller départemental.

-C'est une simple remarque, mais je vois, même dans ce que présente le gouvernement, que l'inquiétude, c'est que...

On a l'impression que ce sont les citoyens qui ont un peu toutes les difficultés.

Mais je crois qu'il faut aussi regarder comment sont conçus tous les sites gouvernementaux, parce que ce n'est pas forcément très simple.

Il y a beaucoup de travail à faire en regardant dans cette direction-là pour rendre vraiment compréhensibles, avec un langage courant, et non pas un langage administratif, tous ces sites.

Il y aurait un travail à faire dans ce domaine.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Vous avez entièrement raison.

Il y a des sites complètement incompréhensibles.

J'ai été amené, ayant atteint le grand âge de plus de 65 ans, à faire valoir mes droits à la retraite.

Il y a des trucs invraisemblables.

On y passe des heures carrées, on se tape la tête, on revient en arrière, tout s'efface.

Il y a énormément de sites très complexes.

Et je pense, Sylvie, qu'une des remontées que nous pourrions faire à partir de la remarque de Pierre Malbosc, ce serait de faire passer à l'État, et aussi aux organismes publics, les organismes de toutes natures, toutes les remarques qui nous reviendront sur des sites mal fichus, compliqués.

Je crois qu'on peut aussi faire remonter l'information.

Oui, Sylvie.

Sylvie Mercier, conseillère départementale.

-Effectivement, président, l'intérêt de ce plan d'action pour un numérique inclusif, c'est de pouvoir mettre autour de la table les différents partenaires, et, tous ensemble, nous ferons remonter ces remarques.

Étant le département pilote et ayant signé la charte Territoire France connectée, dans un des points de la charte, vous avez pu découvrir le programme de développement concerté de l'administration numérique territoriale, qui permettra de construire ensemble des services numériques fluides et performants.

Le fait d'être partenaire de l'État avec cette charte va nous permettre de pouvoir remonter plus facilement toutes les informations que nous aurons du terrain.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci.

Y a-t-il d'autres interventions ?

Je n'en vois pas.

Y a-t-il des oppositions à ce rapport ?

Je n'en vois pas.

C'est vraiment quelque chose d'important, parce qu'on est pile dans nos politiques territoriales et sociales.

J'ajoute, puisque je parlais de la citoyenneté, que je demanderai à Alexandre Grenot, à la session de juin, il a fait un très bon travail avec nos services, de présenter un rapport pour que nous aidions les élèves de troisième à trouver un stage, parce qu'il y a ceux dont les parents ont des relations ou peuvent imposer, à la limite, leur gamin quelque part, et il y a ceux que vous voyez parfois, l'air malheureux, qui traînent quelque part.

Donc, il serait utile d'aider les familles, de coordonner un peu tout ça, de coordonner aussi les remontées de tout ça.

J'ai demandé à Alexandre Grenot d'y travailler, il m'a fait passer ses premières réflexions.

Je vous proposerais que nous ayons en juin un rapport là-dessus, parce que les collégiens sont des gens dont nous avons la responsabilité, avec l'Éducation nationale, et ce serait bien qu'on puisse monter ce service à destination des familles.

Je vous propose de passer aux rapports de la troisième commission.

Le premier, qui a été présenté par Lionel Quillet à la session, est l'élaboration d'un schéma départemental de développement durable.

Nous allons entendre Michèle Bazin pour la commission Agriculture, ruralité et environnement, et Christian Fallourd pour la commission des Finances.

Michèle.

Michèle Bazin, conseillère départementale.

-Merci, président.

Votre troisième commission vous propose, conformément à votre rapport, de lancer une étude pour l'élaboration d'un schéma départemental de développement durable qui comprendra un bilan des actions du plan Climat-Énergie, une analyse de nos actions dans notre périmètre d'intervention et de nos politiques publiques en direction de nos partenaires, la définition d'axes stratégiques permettant de structurer un programme d'action et la définition d'indicateurs de suivi et d'évaluation du programme d'action.

Ce rapport a reçu l'unanimité de la troisième commission.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci beaucoup, chère collègue.

Christian Fallourd pour la commission des Finances.

Christian Fallourd, conseiller départemental.

-Avis unanime de la première commission, M. le président.

La commission des finances demande d'être particulièrement vigilants sur la formulation de l'étude et sur les objectifs de réduction des gaz à effet de serre, sachant que le problème du CO₂ ne doit pas être le seul à être pris en compte.

Je voudrais me faire un peu l'avocat du CO₂.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-On va rester au rapport, puis je vais ouvrir le débat et je vous redonnerai la parole.

Voilà les remarques de nos rapporteurs.

Et je redonne la parole, maintenant, à l'orateur, Christian Fallourd.

Christian Fallourd, conseiller départemental.

-Je voudrais me faire l'avocat du CO₂ en me basant sur la science et la logique et non pas sur la peur, l'angoisse et la désinformation.

Alors, qui est cet accusé, le CO₂ ?

Le dioxyde de carbone.

Qui connaît, ici, où il vit et cette accusation d'effet de serre ?

L'atome de carbone, c'est un noyau positif avec des électrons qui tournent autour.

Donc, vous avez du vide.

J'explique tout ça car je ne ferai qu'une seule intervention sur ce sujet du développement durable.

Ces électrons gravitent selon deux couches et il y a six électrons autour de l'atome.

Il vit dans un volume d'air sec, parmi 10 000 molécules.

Sur ces 10 000 molécules, vous avez 7 800 molécules d'azote, 2 000 d'oxygène, 92 d'argon et de gaz rares et quatre molécules de gaz carbonique, soit 0,04 %.

Il prend très peu de place dans l'atmosphère.

Il faut savoir que l'air chaud, la vapeur d'eau est la principale composante qui absorbe le rayon thermique.

C'est le principal gaz à effet de serre.

On retrouve 500 molécules d'eau sur les 10 000...

En plus des 10 000, plutôt.

Le siècle industriel, je dis bien "le siècle", a vu le taux de carbone dans l'air passer de 0,03 % à 0,04 %, soit une molécule supplémentaire parmi 10 000 molécules d'air sec.

Elle prend effectivement moins de place que sa complice responsable de l'effet de serre, la molécule d'eau.

On retrouve le carbone sur terre, mais aussi dans les océans.

Je rappellerai, et tous nos agriculteurs le savent, que le CO₂, c'est la nourriture préférée de la végétation.

En 33 ans d'observation par satellite, la végétation a augmenté sur Terre de 20 %.

Un simple rappel : la photosynthèse des plantes a besoin d'énergie provenant du soleil, de l'eau et du gaz carbonique atmosphérique.

Sans carbone, la vie n'aurait pu se développer sur Terre.

Il forme des molécules essentielles pour les protéines, les vitamines, les acides nucléiques.

Il est indispensable à la vie de la faune et de la flore.

C'est un fertilisant gratuit.

Les écologistes politiques qui propagent l'idée absurde d'un monde sans carbone ne sont pas conscients que ce monde serait sans vie.

Quel est ce délit, M. le président, d'effet de serre ?

Vous l'avez compris, parmi les molécules, il y a du vide.

Ce n'est pas un verre qui entoure la Terre, mais l'atmosphère qui est composée de molécules qui laissent passer un flux énergétique solaire, et

c'est la Terre qui renvoie vers l'espace ce flux énergétique à travers l'atmosphère, ce qui réalise un effet de serre.
C'est dû principalement à la vapeur d'eau.
Heureusement qu'il existe un effet de serre, sinon, la Terre serait trop froide pour être vivable.
La concentration de CO2 dans l'atmosphère est extrêmement faible, de un à quelques centièmes par rapport à la vapeur d'eau.
Pourquoi est-il accusé ?
Amalgame funeste, M. le président, avec les vrais polluants.
Un pot d'échappement ou un réacteur d'avion émet du CO2 en proportion comparable à la vapeur d'eau, mais il émet aussi du vrai polluant comme les oxydes d'azote ou de soufre, des particules fines, du monoxyde de carbone.
Alors, pas d'amalgame entre les vrais polluants et les molécules non polluantes de l'air sec.
Parlons du crime du réchauffement climatique en 2100.
Les prêcheurs d'apocalypse prophétisent en 2100 un réchauffement de 0,3 degré à 4,8 degrés, selon les données du modèle climatique du GIEC.
Ce sont les groupements d'experts sur le climat, dont les laboratoires dépendent d'ailleurs des financements publics.
Je rappelle que ce ne sont que des modèles mathématiques.
Ce n'est pas une preuve.
C'est un réchauffement virtuel.
D'ailleurs, je fais remarquer que le climat réel ne valide pas aujourd'hui, après 33 ans de suivi, les prédictions des modèles climatiques.
Vous me dites que les océans contiennent 60 fois plus de CO2 que l'atmosphère.
C'est un puits de carbone qui peut nourrir le plancton.
On constate qu'après une augmentation de température, le carbone augmente dans l'atmosphère six à onze mois après.
C'est injuste d'accuser le carbone de faire monter la température, comme l'indique le modèle climatique.
Des gourous avaient prévu une hausse de niveau des océans, or 2 500 marégraphes montrent que le niveau de la mer est stable, au pire, cinq à dix centimètres par siècle.
Faible hausse, comparée aux amplitudes de nos grandes marées.
Il y a dissimulation de preuves dans cette affaire, M. le président.
Le GIEC n'a pas pris en compte, dans sa modélisation, la variabilité naturelle du climat qui présente des cycles de 60 ans et de 200 ans sous forme de sinusoides.
Et un élément important : le rôle crucial des nuages.
Écologiste dans ma jeunesse, je me rappelle que, dans les années 1970, on parlait de refroidissement de la Terre lié à l'ère industrielle et du trou dans la couche d'ozone.
L'ozone, ça sert à arrêter 97 % des UV.
Ici, pour se rappeler la variabilité du climat, il faut être assez âgé pour percevoir ce cycle de 60 ans.
Je rappelle qu'entre 1945 et 1975, la température chutait, malgré l'émission de CO2, durant les Trente Glorieuses.
Les experts, à l'époque, préoyaient un refroidissement mondial avec des conséquences agricoles pour la fin du siècle et des famines.
Entre 1975 et 2005, la température a remonté.
Aujourd'hui, le GIEC reconnaît l'absence significative de réchauffement climatique.
Alors, les alarmistes récupèrent tout phénomène météorologique présenté comme extrême, pour le mettre sur le compte du carbone, attribuant, en

dehors de tout bon sens, au thermomètre ce qui relève du baromètre, confondant météo et climat.

Parlons de l'urgence climatique.

Il faut rappeler que la production annuelle de carbone en France représente 0,9 % de la production mondiale.

Elle se trouve inférieure à l'accroissement annuel de carbone de la Chine.

La France est l'un des meilleurs élèves de l'Europe, qui elle-même est le bon élève de la planète.

Les émissions de CO2 en France ont été réduites de 75 % de tonnes.

Cela reste dérisoire devant l'augmentation de presque six millions de tonnes de carbone chinois.

Le sacrifice financier de la France a permis de gommer 0,02 % du supplément des émissions de CO2 de la Chine.

Je dis bien du supplément de CO2 de la Chine.

Des témoins évoquent de graves conséquences si le carbone est condamné.

Carlos Tavares, patron de PSA, nous alerte sur la destruction de notre industrie automobile après la décision du Parlement européen en octobre 2018 de réduire de 40 % les émissions de CO2 pour les constructeurs automobiles et le passage au tout électrique sous peine d'amende.

Personnellement, j'ai déjà évoqué, lors d'une précédente session, la programmation pluriannuelle d'énergie, avec un mix énergétique de 50 % de nucléaire, 10 % d'hydraulique et 15 % d'énergies aléatoires, qui met notre industrie énergétique en danger.

Je rappelle qu'on ne sait pas stocker l'électricité de façon industrielle.

On va au-devant d'une catastrophe énergétique.

Un autre témoin, M. le président, Lionel Quillet, va nous rappeler lors du prochain rapport les risques de destruction de notre industrie touristique et de notre agriculture avec les éoliennes et les champs solaires, sans parler du glyphosate.

On ne mesure pas la gravité des décisions prises en urgence à partir de modèles climatiques virtuels.

Pour conclure, M. le président, chers collègues, je crains que ce ne soit pas l'accusé carbone...

Ce qui me fait le plus peur, c'est que mes petits-enfants me diront dans 20 ans : "Papy, quand vous avez décidé le tout électrique, vous n'avez pas tout regardé."

La production d'énergie propre qui propulse les voitures, l'empreinte carbone lors de la production de voitures, le recyclage des batteries.

Et tu as vu la dette que tu m'as laissée ?"

Je lui répondrai : "J'ai connu la bulle Internet, la bulle des subprimes, et à l'époque du tout électrique, c'était la bulle climatique, mon enfant."

En effet, le prétexte du climat sert à justifier des dépenses considérables que nous ne pouvons nous permettre.

Il y a une véritable gabegie de l'argent public.

À ce constat s'ajoute le spectre d'une nouvelle crise financière.

Il apparaît des placements et des portefeuilles verts.

On encourage les banques en faveur du financement des énergies aléatoires, sans vraiment de garantie sur les fonds propres.

La contribution Climat-Énergie gonfle cette bulle climatique.

Introduite en 2014 à sept euros, elle est passée à 44 euros en 2018 et on prévoit 100 euros en 2030.

Votre véritable urgence, c'est d'acquitter le carbone, M. le président, d'arrêter cette puissante pompe à impôts climatiques et taxe carbone, car cette hystérie collective nous éloigne du développement durable et de ses trois piliers fondamentaux qui sont l'économie, le social et l'écologie.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci, cher collègue, pour cette intervention intéressante, structurée et documentée.

Oui, Lionel Quillet ?

Lionel Quillet, 1er vice-président.

-Je pense qu'on ne va pas s'ennuyer, dans le schéma départemental de développement durable.

Il y aura beaucoup d'avis.

Rappelons que le schéma départemental reprend l'existant de ce qui était calculé.

Après, on entend les arguments de Christian Fallourd, mais je pense qu'il y en aura bien d'autres.

C'est une discussion très ouverte.

On restera certainement à un niveau local, d'abord en recensant l'existant, puis en faisant le bilan de ce qui a été fait pour savoir sur quelle notion de mix énergétique nous allons partir.

C'est tout l'intérêt du projet, pour chaque territoire : nous nous adresserons aux communes et aux communautés de communes, pour savoir si elles envisagent de la géothermie, du solaire, de l'éolien, de la méthanisation et ainsi de suite.

C'est à peu près l'esprit.

Sentant que le débat va être tout de suite de portée scientifique nationale, je demande d'abord une subvention sur le Nurofen, parce que je sens que ça va être nécessaire.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Il y a suffisamment de pharmaciens dans cette assemblée pour avoir des échantillons gratuits.

L'appel est lancé.

Lionel Quillet, 1er vice-président.

-Un simple don me satisferait.

Avant les interventions, parce que je pense que ça va réagir, je reste dans une volontaire action de débat pour savoir quels sont les choix des territoires.

Et, c'est tout l'intérêt du débat que lance Christian Fallourd, il faut qu'on garde la maîtrise, au moins au niveau départemental, de savoir ce que l'on veut selon les atouts et les convictions des uns et des autres, qui sont pour certains diamétralement opposés.

La seule chose que moi, je veux absolument bannir, sous votre autorité, M. le président, ce sont les mesures et les contrôles, pour qu'on soit dans des intérêts qui ne soient pas l'intérêt général.

L'élaboration du schéma sera ouverte aux élus qui voudront participer.

On essaiera de faire une parité de discussion, les pour, les contre.

Mais il faut arriver à ce que cette discussion soit démocratique et qu'on ne subisse pas, sur un sujet en particulier, qui va bientôt rebuter les gens sur l'éolien, un sujet plus commercial qu'environnemental, et qu'on reste dans la maîtrise publique et le débat.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci pour ces précisions, Lionel.

Pascal Ferchaud.

Pascal Ferchaud, conseiller départemental.

-Merci, M. le président.

Je suis rassuré, après les propos de mon collègue Fallourd : la planète va bien, tout est parfait.

Je préfère revenir en Charente-Maritime et sur un sujet que j'ai évoqué lundi dernier, puisque j'ai parlé de l'évolution de l'utilisation des pesticides dans notre département, je parle bien de notre département. Mes propos ont été remis en cause, laissant entendre que je disais des bêtises.

J'évite de dire des bêtises.

Il se trouve que depuis dix ans, on me répète, j'entends régulièrement que la consommation de pesticides est en baisse sur le département.

J'ai ici des chiffres.

J'ai les chiffres des ventes de pesticides en Charente-Maritime depuis dix ans.

Pour ceux qui peuvent voir, la courbe n'est pas en baisse, mais en hausse.

La tendance générale des ventes de pesticides dans le département est en hausse, j'insiste bien.

La moyenne sur dix ans, c'est 1 350 tonnes en Charente-Maritime chaque année.

Je répète : chaque année, ce sont 1 350 tonnes de pesticides qui sont vendues en Charente-Maritime, notre département, pour l'avenir duquel on se préoccupe en termes de développement durable.

Cette question-là...

Plutôt que...

Ce sont des chiffres que j'assume.

Je suis prêt à vous les donner.

Je termine.

Plutôt qu'un moratoire sur les éoliennes, je pense qu'il aurait été plus opportun de proposer un moratoire sur les pesticides dans le département.

Je vous remercie.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-M. Biteau, qui doit certainement vous inspirer, aura toute la campagne des élections européennes pour porter ces thèses dans le département, et on verra quelles seront les réponses.

M. Louis-Joseph, suivi de Mme De Roffignac, mais j'aimerais bien qu'on reste, même si Christian Fallourd nous a fait une envolée magnifique et planétaire, sur le sujet qu'a rappelé Lionel Quillet : l'élaboration d'un schéma départemental de développement durable.

Bernard Louis-Joseph.

Bernard Louis-Joseph, conseiller départemental.

-Je voulais juste rappeler à notre collègue M. Ferchaud que tous ces pesticides qui sont employés à l'agriculture sont des produits homologués par le ministère de la Santé.

Il faut peut-être qu'on arrête un peu, parce que là, l'agriculture en prend trop.

Si vous croyez qu'un agriculteur, c'est avec plaisir qu'il emploie des produits avec un masque, non.

Je vous en prie, M. Ferchaud, on n'a pas tous les malheurs sur nous, quand même.

Quand vous voyez que, dans les fosses septiques, on retrouve un tas de médicaments qu'on retrouve dans les sources, ça, ce n'est pas l'agriculture.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Attendez, chacun dans le temps.

Mme de Roffignac, puis à nouveau Pascal Ferchaud et Christian Fallourd.

Je vous demande des interventions rapides, s'il vous plaît.

Françoise De Roffignac, vice-présidente.

-Juste une remarque par rapport à un graphique et à des chiffres.

En tant que prof de maths, je pense qu'on peut faire dire aux chiffres ce qu'on veut suivant l'endroit où on se place.

Sur le graphique, je vois bien une baisse depuis 2016...

Excusez-moi, ce n'est pas une baisse, c'est une inflexion, donc Pascal reconnaît que c'est une baisse.

On ne va pas se disputer sur le graphique.

Chacun pourra en prendre une image et interprétera comme il veut les chiffres qui sont dessus.

Je voudrais ré-élever le débat au-dessus de la Charente-Maritime, parce qu'hier, il y avait une conférence à Saintes pour la Journée mondiale de l'eau, qui était organisée par M. Trifeletti et à laquelle participait Yvan Bourgnon, qui était excessivement intéressante et intelligente. Il y a eu des débats très nombreux.

Tout le monde s'est écouté, tout le monde a pris connaissance d'un certain nombre d'informations.

Et quand on regarde le niveau de la planète, on se dit quand même qu'en France, on est très bien lotis, que ce soit sur les pollutions de l'eau, sur les pollutions chimiques, sur les pollutions de plastique.

On a la chance d'être en France et il faut arrêter de vouloir laver plus blanc que blanc.

Il y a des choses sur lesquelles il y a eu des erreurs, il faut pouvoir corriger ces erreurs, on ne peut pas du jour au lendemain toutes les corriger, mais il y a une progression qui est dans le bon sens.

Tout le monde a pris conscience qu'il y avait un problème.

On est en train d'essayer de voir comment on peut, avec le temps...

On ne pourra pas résoudre le problème du jour au lendemain, et il faut arrêter de faire de l'agribashing, il y en a marre.

Ce sont toujours les agriculteurs qui prennent.

On croit, quand on tape sur un agriculteur, taper sur une personne, et quand on tape sur l'industrie, sur des centaines d'emplois.

Mais en agriculture, ce sont aussi des centaines et des milliers d'emplois, et surtout des centaines et des milliers d'hectares qui, s'ils ne sont pas cultivés, finiront en friche, avec un décor, si je puis dire comme ça, du département et de la France qui sera n'importe quoi par rapport à ce qu'on a actuellement.

Les Chinois sont en attente de venir nous acheter nos terres et on a des agriculteurs qui, désespérés de voir ce qui se passe par rapport à la façon dont ils cultivent, qui est pourtant une façon tout à fait honorable, sont tellement déçus de voir l'agribashing qu'il y a qu'ils préfèrent vendre à un bon prix les terres à des étrangers.

Un jour, on se retrouvera avec des étrangers qui cultiveront nos terres. Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Nous avons en effet pas mal d'investisseurs chinois qui ont acheté des terres en France, pas tant dans notre région, d'ailleurs.

Mais en Afrique, ce sont des pays entiers, des parts entières de pays africains qui sont achetées par les investisseurs chinois pour les cultiver.

J'aimerais qu'on avance un peu dans le débat.

Pascal Ferchaud, rapidement, Christian Fallourd, rapidement, et Michel Doublet en conclusion.

Pascal Ferchaud, conseiller départemental.

-Oui.

Je reprends les termes que j'ai employés la dernière fois.

Il y a eu, effectivement, en 2008, une inflexion, mais qui a ensuite été suivie d'une reprise.

Il y a eu une inflexion en 2014 qui a été suivie d'une reprise.

Donc à chaque fois qu'il y a une inflexion, il y a une reprise.

Ce qui m'intéresse, c'est la tendance générale.

La tendance générale, elle est, entre 2008 et 2017, à la hausse.

Ça, c'est une chose.

J'entends le...

Ça fait dix ans qu'on me répète que c'est à la baisse.

On s'occupe de la question de l'eau au niveau de la Seudre et ça fait dix ans qu'on nous dit que c'est en baisse.

Les chiffres, malheureusement, prouvent l'inverse.

J'entends le collègue qui nous dit que tout va bien, mais qu'il faut porter des masques.

Tout va bien, mais il faut porter des masques.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Pour nettoyer les égouts de Saujon, il faut porter des masques aussi.

Pascal Ferchaud, conseiller départemental.

-Effectivement, mais tout va bien, ce ne sont pas des produits nocifs du tout.

Moi, je voudrais dire une chose, c'est que jamais, dans mes écrits ni dans mes propos, je n'ai parlé d'agriculture.

J'ai parlé de consommation de pesticides en général.

Effectivement, il y a trois principaux consommateurs : les collectivités locales, qui ont arrêté, les particuliers, qui sont sur le point d'arrêter, et l'agriculture.

Je n'ai mis l'accent sur personne, simplement, on a un problème, dans ce département : 1 350 tonnes par an de pesticides vendus, j'insiste sur ce chiffre, parce qu'il fait peur, 1 350 tonnes de pesticides vendus.

Et c'est là-dessus que je dis qu'il est important que nous ayons une politique à l'égard des collectivités locales, des particuliers et des agriculteurs, mais pas seulement les agriculteurs.

Le mot "agriculteurs", c'est vous qui l'avez prononcé.

Et vous vérifierez sur les enregistrements.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci, Pascal Ferchaud.

Christian Fallourd, puis Michel Doublet.

Christian Fallourd, conseiller départemental.

-Oui, M. le président, je comprends la peur de Pascal Ferchaud.

C'est vraiment très angoissant, ce nombre de tonnes de pesticides.

Par contre, je pense que tu as dû lire l'article dans "Sud Ouest", puis tu t'es documenté après.

En réalité, ce sont des coopératives qui achètent beaucoup de produits pesticides, aussi, pour les distribuer sur d'autres départements.

Donc l'analyse est peut-être un peu faussée.

Je voudrais rassurer M. Ferchaud sur le glyphosate, pour lequel il est très inquiet.

En tant que médecin, je pense qu'il ne faut pas trop tenir compte des analyses des traces de glyphosate dans les urines, qui sont à un taux moyen de un microgramme.

Je vous ai déjà expliqué un peu la physique, rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme, donc on cherche les voies d'élimination du glyphosate.

On l'a retrouvé dans les selles autour de quatre microgrammes.

Il faut savoir que la dose journalière admissible de glyphosate est de 500 microgrammes par kilo, soit 40 000 microgrammes pour 80 kilos.

Donc la dose retrouvée dans les urines est 2 000 fois inférieure à la dose ingérée.

La dose journalière admissible n'est pas la dose où il y a des effets toxiques.

C'est la dose minimum.

Cette dose journalière est 100 fois plus basse que la dose sans effet.

Dans le cadre du glyphosate, le premier effet que l'on retrouve, ce n'est pas un cancer, mais la perturbation de la reproduction des lapins.

Je rassure M. Ferchaud, il n'y a pas d'effets cancérigènes.

Quelqu'un qui ne veut plus de glyphosate dans l'agriculture, il choisit un prétexte de santé publique pour cela.

Merci.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci.

M. Doublet, et ensuite, nous passons au vote.

Michel Doublet, vice-président.

-Ce n'est pas une nouveauté que je défende l'agriculture.

Mais je tiens à compléter et apprécier les propos qui ont été tenus par François.

Ce n'est pas par plaisir que les agriculteurs se servent de pesticides.

Il n'y a pas d'autre molécule.

On a interdit les produits sur les cerisiers dans le sud de la France.

J'ai un collègue ancien sénateur et maire de commune à Prades qui me dit

que, dans ce département, on est en train d'arracher les cerisiers.

Il n'y aura plus de cerises dans le sud de la France, alors que toutes les cerises qu'on va consommer viennent d'Espagne.

Les Espagnols se servent des produits qui sont interdits en France.

Qu'on ait une politique européenne sur les pesticides, je le comprends, mais la France doit toujours laver plus blanc que blanc.

Aujourd'hui, il n'y a pas de molécule de remplacement.

Si on ne se sert pas des pesticides pour l'agriculture, il n'y aura pas de récoltes, c'est clair.

Il y a des maladies partout et des insectes qui détruisent tout.

Il faut arrêter de montrer du doigt l'agriculture.

Je suis vraiment désolé qu'on fasse des boucs émissaires d'une profession qui souffre déjà suffisamment.

Il suffit de regarder le nombre de suicides chez les agriculteurs.

Et on les montre encore du doigt comme des pollueurs permanents.

Et je soutiens les propos qui ont été tenus par François.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Guy Denier, mais vraiment en dernière intervention.

Guy Denier, conseiller départemental.

-Merci, M. le président.

Très court, mais ça me permet de dire que du point de vue des deux délibérations qui nous sont proposées, je souscris très largement, en ce qui me concerne, bien entendu, aux propos de Lionel Quillet, qui nous rappellent à la raison, au principe démocratique, au respect des territoires organisés, à la dimension sociétale et à la nécessité d'avoir un schéma de développement durable pour une institution.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci, cher collègue.

C'est une bonne conclusion de nos débats.

Y a-t-il des oppositions à ce que nous élaborions ce schéma départemental de développement durable pendant deux ans ?

Des abstentions ?

Pardon, M. Vallet ?

Vous demandiez la parole, Mme Quentin ?

Attendez, pour l'instant, on est sur ce vote, si vous le voulez bien.

On va d'abord...

Je reviens sur le vote.

Y a-t-il des abstentions sur l'élaboration du schéma, des votes contre ?

Je vous remercie.

Je vous donnerai la parole tout à l'heure, Mme Quentin.

Nous en venons au rapport 317, situation de l'éolien en Charente-Maritime.

Bernard Louis-Joseph, rapporteur de la commission numéro trois, et Lionel Quillet pour la commission des Finances.

Bernard Louis-Joseph, conseiller départemental.

-M. le président, chers collègues, votre troisième commission vous propose à la majorité, un vote contre et une abstention, et conformément au rapport du président, de voter la demande à l'État de surseoir dans

notre département à tout projet éolien qui n'aurait pas fait l'objet d'un accord avec les collectivités concernées et d'une concertation au sein de l'observatoire départemental.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci, Bernard.

Lionel Quillet pour la commission des Finances.

Lionel Quillet, 1er vice-président.

-En commission des Finances, le débat a été intéressant.

Nous avons eu cinq voix pour, une contre et deux abstentions.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Dominique Guego a demandé la parole.

Dominique Guego, conseiller départemental.

-Merci, M. le président.

Chers collègues, ce rapport 317 me pose question, par ce "oui pour l'éolien, en fait, non".

Ce rapport s'inscrit dans le cadre de la particularité française qu'on connaît bien de remettre aux calendes grecques, en créant une commission, un comité Théodule, un dossier dont on ne veut pas.

Face à l'urgence du réchauffement climatique, à l'absolue nécessité de mettre en place un mix énergétique vital pour les générations futures, de mettre en place une alternative aux énergies fossiles et au tout nucléaire, vous nous demandez de tergiverser.

Nous l'avons fait trop longtemps, nos enfants nous le reprochent.

À travers 123 pays, plus de 2 000 villes, les jeunes se mobilisent chaque vendredi et déplorent le manque de volonté politique en faveur de la transition énergétique.

Nous serons comptables de notre inaction, dans l'avenir.

L'énergie éolienne présente de nombreuses qualités : elle ne consomme aucune ressource, elle est faible consommatrice de foncier, elle est de plus en plus compétitive.

Vous reprochez aux éoliennes leur impact esthétique.

Mais sont-elles moins gracieuses que les antennes, les pylônes ou les centrales électriques et autres centres commerciaux aux abords de nos villes et villages ?

Évidemment, comme vous, je dis oui à une plus grande protection des sites classés Natura 2000.

Protection également des couloirs de migration.

Je dis oui à un encadrement plus drastique des pratiques commerciales de certains opérateurs.

Mais non à cette forme d'immobilisme déguisé.

Je ne souhaite emboîter le pas de climatosceptiques, ça existe encore, nous en avons eu la preuve ce matin, ni d'associations rétrogrades qui, par leur lobbying et leurs contrevérités sur le sujet, incitent à faire contester chaque permis de construire.

C'est ainsi que sept permis de construire sur dix font l'objet de recours, portant de huit à dix ans l'aboutissement d'un projet éolien en France, au lieu de deux ou quatre ans chez nos voisins.

Au-delà du déficit énergétique, et je dis cela avec une certaine solennité, l'adoption de ce rapport, mes chers collègues, va envoyer un bien mauvais signal à la France entière.

C'est pourquoi je ne le voterai pas.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Je partage exactement l'avis inverse.

Vous ne dites pas la vérité, quand vous dites qu'une éolienne ne consomme pas d'énergie.

Il y a quelques tonnes de béton, près de chaque éolienne.

On ne sait pas comment on traitera ensuite les mâts et les pales des éoliennes.

On a eu une grande poussée de vent, il y a 15 jours, en France, l'éolienne était au maximum de sa puissance, et a fourni à peine 10 % de notre énergie.

Une journée comme aujourd'hui, elle en fournit zéro, quasiment.

Il faut quand même rester raisonnable sur l'appréciation de l'éolien.

Je vous ai toujours dit la vérité, M. Guego, je ne suis pas contre l'éolien.

Je suis contre l'excès d'éolien que les lobbys de l'argent imposent à nos départements.

Je considère les lobbys de l'argent encore plus rétrogrades que les lobbys rétrogrades que vous venez de dénoncer.

J'ajoute que nous avons voté un observatoire de l'éolien.

Nous allons voter, en vote public, dans un instant, sur ce sujet.

La réponse du secrétaire général de la préfecture a été que l'État n'accepterait pas ce moratoire, mais que nous mettrions en place un groupe de travail avec l'État, ce que nous allons faire à partir de l'observatoire de l'éolien.

Quand on nous tend la main, nous la prenons, ça nous permettra de dialoguer avec le préfet.

J'ajoute que j'ai demandé à Lionel Quillet, qui anime les travaux de cet observatoire, que, lorsque l'observatoire aura émis un avis très négatif à partir des remontées du terrain, mais que le préfet, malgré tout, accordera l'autorisation, il me l'indique, afin que le Département s'oppose en justice à cette décision, pour que l'observatoire ne reste pas un lieu d'aimables discussions.

Si un projet entraîne une opposition très forte sur le terrain, que l'observatoire, dans sa sagesse, considère que ça pose problème, que le préfet, malgré tout, accorde, il m'en avait donné la délégation à la première séance de cette mandature, j'irai devant la juridiction administrative, pas sur tous les projets, mais sur ceux qui auront fait l'objet d'un avis négatif de l'observatoire.

Je vous le dis pour que les choses soient très claires au moment du vote auquel nous allons procéder.

Oui, Lionel Quillet.

Lionel Quillet, 1er vice-président.

-Très rapidement, j'entends le message qui est passé.

D'un côté ou de l'autre, je pense que les choses sont compliquées et partagées.

Le message que j'ai entendu aujourd'hui, sur l'éolien, tenu par notre collègue, c'est exactement le message tenu sur le nucléaire il y a 40 ans.

C'était extraordinaire, c'était fantastique, c'était la modernité, il n'y avait que des avantages.

S'opposer au nucléaire était inadmissible, comment pouvait-on l'envisager ?

Toute énergie, même intéressante, a des défauts.

L'intérêt, c'est le mix énergétique et de maîtriser les choses.

Attention, on n'est pas totalement pour ou totalement contre, on est pour qu'il y ait une mesure.

C'est ça, le moratoire.

Pendant le moratoire, il n'y aura aucun ralentissement.

Il y aura, à la fin du moratoire, quoi qu'on fasse 400 éoliennes en Charente-Maritime.

Et dire que c'est une énergie compétitive...

Je rappelle, et tout le monde le sait, que l'éolien, spécifiquement en France, est totalement subventionné.

L'énergie est rachetée à deux fois son prix.

C'est actuellement une énergie non compétitive.

Elle est subventionnée, ce qui donne une opportunité commerciale et de rendement à deux chiffres pour les fonds de pension américains, pour les investisseurs chinois et les grandes industries allemandes.

On peut pas dire autre chose que "tout a un défaut".

Le nucléaire a un défaut.

Il ne faut pas dire : "Je suis tout éolien" ou "Je suis contre."

"Je suis dans une mesure à respecter."

Les problèmes avancent, actuellement.

La plupart des pays précurseurs de l'éolien sont en train de démonter.

Ils sont en train de démonter.

Ils n'ont qu'un problème : ils n'arrivent pas à démonter, parce que leurs éoliennes sont dans une telle situation de vieillissement qu'il est difficile de les enlever, le béton n'est pas enlevé, ça a consommé des terres agricoles, etc.

Si, aujourd'hui, la LPO et Nature Environnement 17, dans certains cas, viennent totalement dans l'opposition, ça veut bien dire qu'on a des discussions à partager.

Quand on retrouve les chasseurs et la LPO qui s'opposent sur l'implantation des éoliennes, c'est qu'il y a un débat.

On ne peut pas être totalement pour ou contre.

On veut que ce soit mesuré et entendu.

Aujourd'hui, il n'y a plus de mesure.

On est sur une raison d'État qui a dit "à fond l'éolien" et qui a facilité juridiquement.

C'est un problème de fond de compréhension démocratique.

Donnons de temps en temps aux populations les moyens de s'opposer.

Dans certains endroits, on en est à trois champs d'éoliennes.

Et, surtout, que ceux qui sont pour l'éolien prennent en compte que ce serait bien de ne pas toujours envoyer l'éolien chez les autres.

De ne pas toujours l'envoyer chez les autres.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci, Lionel Quillet.

Karine Dupraz, puis Bernard Louis-Joseph.

Karine Dupraz, conseillère départementale.

-Juste une petite remarque, puisqu'à chaque fois, on se dit que nous, politiques, nous n'avons pas vraiment de moyens.

Mais il me semble qu'il existe un document qui s'appelle le PLUI, et sur ce document, on peut définir, dans le règlement, des zones avec A, ENR.

Ae pour les zones où on souhaite planter de l'éolien.

C'est le travail qu'on va mener, puisqu'à l'heure actuelle, à Aunis Atlantique nous sommes en train de réfléchir sur notre PLUI et on se fait accompagner par le Parc naturel régional du Marais poitevin et ses juristes, pour pouvoir proposer aux élus des zones où on va justement accepter qu'il y ait l'implantation d'ENR et que, dans les autres zones, il n'y ait pas d'implantation.

Voilà la parade que nous trouvons pour aller sur un éolien mesuré.

Je ne sais pas si les élus l'accepteront.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci, Karine.

Bernard Louis-Joseph.

Bernard Louis-Joseph, conseiller départemental.

-Je voulais juste rappeler à mes collègues que ce rapport est très clair.

"Tout projet éolien qui n'aurait pas fait l'objet d'un accord avec les collectivités concernées..."

C'est clair : ceux qui en veulent, donnons-en, mais ceux qui n'en veulent pas...

Je rappelle que, sur les bords de l'estuaire, président, et vous le savez, il y a une forte contradiction sur ce projet.

Les panneaux sont en train de pousser plus vite que les champignons.
Et avec tout ce qu'on vit en France en ce moment, je pense qu'il est bon d'adopter ce rapport tel qu'il est.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Je vous remercie.

Plus personne ne demande la parole ?

Si, M. Godineau, puis M. Vallet.

Jean-Claude Godineau, conseiller départemental.

-Je vais le dire avec beaucoup d'humour.

Il y a quelques années, nous avons reçu des Chinois qui venaient voir comment on faisait de l'éducation par le cheval en Charente-Maritime.

J'avais passé une soirée avec eux.

J'ai été fort surpris, ils sortaient pour photographier le ciel.

Chez eux, avec la pollution, on ne le voyait pas.

Ce que je crains, au niveau des Vals de Saintonge, c'est que nos enfants, bientôt, vu le nombre d'éoliennes, ne puissent plus voir le ciel.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-On n'en est pas loin, autour de Saint-Jean-d'Angély.

M. Vallet.

Mickaël Vallet, conseiller départemental.

-Merci, M. le président.

M. Doublet peut-il dire ce qu'il vient de dire à voix haute ?

Ça serait dommage...

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Vous êtes habituellement le porte-parole du président Doublet, cher Mickaël, n'hésitez pas.

Mickaël Vallet, conseiller départemental.

-Il vient de demander si les éoliennes font de l'huile de palme.

Ou de l'huile de pales.

Merci, M. le président.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-C'est du Tallieu, Jean-Pierre Tallieu doit être déçu.

Mickaël Vallet, conseiller départemental.

-Non, c'est moins grivois que du Tallieu.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-C'est vrai, c'est vrai.

Bon, intervenez donc.

Mickaël Vallet, conseiller départemental.

-Merci.

Je voudrais faire une petite explication de vote et reposer un peu le sujet.

J'ai bien entendu la réflexion très agréable que vous avez faite à Pascal Ferchaud sur les élections européennes qui arrivent.

Quand vous n'êtes pas d'accord, vous expliquez que l'autre est en campagne, alors que tous les autres sont sur des questions de fond.

Oui...

Oui, je savais que vous viriez à gauche, mais quand même.

Simplement, pour faire une petite explication de vote, un groupe politique, parce que ça n'est pas un gros mot, "parti politique" non plus, essaie d'apporter, parce que c'est le meilleur lien entre l'individu et la citoyenneté, une vision globale du monde pour que les gens puissent choisir.

Parfois, dans la vision globale, il peut y avoir des divergences internes.

C'est le cas dans votre bord politique, même si je ne sais plus exactement ce qu'il est.

C'est le cas dans toutes les formations.

C'est le cas aussi à gauche, où les questions européennes et les questions d'écologie peuvent parfois être des lignes de fracture un peu transversales.

Le groupe des élus socialistes républicains ne votera pas ce rapport, mais on est sur ces choix de vote pour des raisons différentes.

C'était pour faire ce qu'on appelle dans les cours constitutionnelles une petite "opinion divergente".

Je tiens à ce qu'il soit noté, mais pas trop gros, dans le PV, que je suis d'accord avec Lionel Quillet sur un aspect important qui est celui de ne pas totalement stigmatiser tel ou tel type d'énergie, d'essayer de prendre un peu de recul.

Je ne suis pas d'accord avec vous sur un autre aspect.

En fait, j'explique avec qui je ne suis pas accord, ce matin, au risque de m'en prendre plein la figure après.

Je ne suis pas d'accord sur l'aspect paysager.

Il y a les goûts, les couleurs, la réglementation, il y a des sites classés, il y a des personnes qui sont spécialistes de ça, des gens qui vivent sur le territoire et qui ont leur mot à dire.

J'entends ce que dit Pascal sur la question des éoliennes dans le paysage.

Je suis plutôt d'accord avec lui, ç ne me dérange pas, mais c'est facile à dire, car j'habite au milieu d'un site classé et je n'en aurai jamais. Je vous dis ça en toute humilité, mais franchement, les éoliennes dans le paysage, ce n'est pas pire que plein de choses auxquelles on s'est habitués, ou que les pylônes qui traversent le marais de Brouage et ne sont pas beaux du tout, ou les questions d'antennes.

Je voulais dire que les prises de position que j'ai pu avoir sur la question de l'éolien...

Il y a cinq ou six ans, une question s'était posée par rapport au Verdon et je n'étais pas d'accord pour m'opposer du point de vue paysager.

Et deuxième point, il fut un temps où les grandes forces démocratiques, et notamment à gauche, et c'est probablement encore le cas aujourd'hui, mais peut-être moins, avaient bien en tête que la question de la science et du progrès nourrissait de la confiance.

Fin XIXe, début XXe, dans toute la première partie, on avait confiance dans le progrès et c'était plutôt un marqueur.

Aujourd'hui, les questions de science, que ce soit de bioéthique, d'énergie, de réchauffement, de montée des eaux ou de pas montée des eaux, sont des sujets qui donnent de l'angoisse au lieu de confiance. On n'a plus confiance dans la science pour régler les problèmes auxquels on est confrontés aujourd'hui.

On a une espèce de panique et d'angoisse qui s'installe, et ce que je voudrais dire aujourd'hui, c'est qu'il ne faut pas y répondre par de l'angoisse, mais qu'on essaie d'objectiver les choses, parce que la démocratie se nourrit aussi de la vulgarisation scientifique.

Tout ça pour dire que ce dont on a parlé, et je ne suis pas sûr d'être d'accord avec Christian Fallourd sur le CO2...

Le discours qui aujourd'hui occupe tout le monde, c'est de se demander comment produire moins de carbone.

Qu'on le veuille ou non, c'est la question.

Je dis ça, mais "pas taper", la seule énergie qui vraiment fournit de l'énergie et qui ne produit pas de carbone, qui nous assure une indépendance par rapport à d'autres puissances et sur laquelle on a un savoir-faire, qu'on le veuille ou non, c'est le nucléaire.

Bien sûr, moi, je n'habite pas à Fukushima.

J'ai vécu longtemps très près d'une zone qui avait eu droit à une catastrophe nucléaire.

J'ai vécu un an en Biélorussie, où on nous disait de ne pas manger les champignons vendus sur les marchés, d'éviter de manger des fruits. Quand vous arriviez en poste, on calculait le taux, et quand vous repartiez aussi.

Ce n'est pas marrant.

Mais c'est passé complètement inaperçu il y a trois semaines, la question de Fukushima, où les gens reviennent.

Je ne dis pas que c'est agréable ou que ces catastrophes sont à traiter par-dessus la jambe, je dis simplement que les mines, le charbon, toutes les énergies qu'on a eues au XIXe et au XXe ont tué infiniment plus, à proportion, que le nucléaire.

C'est comme dire que l'avion est le moyen de transport le plus sûr, sauf qu'il ne fallait pas être en Éthiopie il y a 15 jours.

Donc sur ces approches-là, je pense que la question de la vulgarisation scientifique est importante, mais que nous sommes pris dans un autre étau qui est celui de la finance, de l'argent, des lobbys et d'une structuration de la décision du pouvoir politique qui est tellement fractionnée qu'on peut se faire avoir dans tous les sens.

Moi, ce que je demanderai, dans ce genre de débat, c'est un peu de mesure.

Je pense qu'on voit le ciel à Saint-Jean-d'Angély, je pense qu'il n'y a pas que des affreux dans ceux qui essaient de promouvoir le mix énergétique, et non, le diable ne se chauffe pas et ne s'éclaire pas au nucléaire.

Je voulais faire savoir la raison de mon abstention, qui est celle de quelqu'un qui a envie de faire confiance à la science et qui ne fait pas confiance aux lobbys de l'argent, lesquels ne sont probablement pas très éloignés des questions évoquées par Pascal Ferchaud sur les pesticides. Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci pour cette intervention de qualité.

Je vous propose, chers collègues...

Oui, rapidement, M. Denier, parce que je pensais...

Guy Denier, conseiller départemental.

-Comme d'habitude, rapidement...

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Je vous en prie, prenez tout le temps nécessaire.

Guy Denier, conseiller départemental.

-Je ne veux pas employer le terme "schizophrénie", qui, je pense, est péjoratif quand on l'emploie de n'importe quelle façon et qui est réservé au domaine médical dans la reconnaissance qu'on a de la maladie mentale. Mais cet après-midi, je défends, au bureau communautaire de la CDA de La Rochelle, un accompagnement financier.

Ça rejoint un peu le propos que j'ai eu lundi dernier.

C'est un accompagnement financier à l'association À Nous l'énergie ! renouvelable et solidaire.

Le propos de cette association, c'est que nous devons faire preuve de sobriété et d'efficacité, de consommation d'énergie réduite, et que pour couvrir cette consommation résiduelle qui néanmoins demeure, il faut une production intégralement basée sur les ENR, supprimant notre dépendance aux énergies fossiles, dont le nucléaire.

À nous l'énergie !, c'est aussi une façon de dire qu'il faut faire halte aux sociétés d'exploitation qui viennent chercher, comme vous l'avez dit, des subventions, du vent, du soleil, de l'eau ou de la biomasse locale à n'importe quel prix.

Voilà pourquoi nous accompagnons cette société qui appelle à construire sur notre territoire, ici ou là quand nous aurons réfléchi sur l'organisation de notre territoire, un parc éolien citoyen sur l'agglomération.

Ça répond à l'approche mercantile de la situation de l'éolien et ça mesure concrètement le désir de nos populations d'avoir des énergies renouvelables, un mix énergétique.

Pas spécialement les éoliennes, mais aussi les éoliennes.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci beaucoup.

Je vais mettre maintenant ce rapport au vote.

Nous allons faire un vote public.

Je vous rappelle que si vous êtes porteur d'une délégation, vous votez à deux reprises en utilisant la carte de votre délégataire, que le bouton vert signifie un vote positif, le bouton blanc, une abstention, le bouton rouge, un vote négatif par rapport au rapport.

Le scrutin est ouvert.

Nous sommes à 52 votants.

S'il y a une précision de vote, on l'apportera, chers collègues.

On est à 52, et pas 54, donc je laisse le temps se dérouler.

Tout le monde a voté ?

Il reste encore un peu de temps pour le vote.

C'est fini ?

Très bien, merci infiniment.

Nous en venons au rapport 318, Gilles Gay, Espaces Naturels Sensibles, création d'une zone de préemption à Saint-Sauvant, et Patricia Friou pour la commission des Finances.

Gilles Gay, conseiller départemental.

-M. le président, votre troisième commission vous propose, conformément à votre rapport, d'adopter la délimitation de la zone de préemption dans la commune de Saint-Sauvant sur une superficie d'environ 125 hectares.

C'est un avis unanime de la troisième commission, M. le président.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Parfait.

Qu'en pense la commission des Finances, Patricia ?

Patricia Friou, conseillère départementale.

-La même chose, c'est un avis unanime favorable.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Pas d'objection, mes chers collègues ?

Ce rapport est adopté.

Nous en venons au rapport de la commission Littoral, Mer et milieu maritime, Fabienne Labarrière pour ce rapport sur la qualité des eaux de l'estuaire de la Gironde.

Nous en avons parlé en séance d'ouverture.

Et ce sera David Baudon pour la commission des Finances.

Fabienne.

Fabienne Labarrière, conseillère départementale.

-M. le président.

Votre quatrième commission vous propose, conformément au rapport du président, d'engager un programme spécifique d'analyse des eaux littorales de l'estuaire de la Gironde, de prévoir lors de prochains BS les crédits correspondants et de solliciter le financement de l'agence de l'Eau Adour-Garonne et de tout autre financement public.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Qu'en pense la commission des Finances ?

David Baudon, conseiller départemental.

-C'est un avis favorable, M. le président.

Mais dans la sagesse qui la caractérise, la commission des Finances suggère un rapprochement dès à présent avec le Conseil départemental de Gironde, de sorte à lui demander d'engager la même démarche.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-C'est une très bonne suggestion, David.

Je vais écrire à mon collègue Jean-Luc Gleyze pour lui faire part de notre démarche et lui suggérer d'entamer la même.

Pas d'objection sur ce rapport, pas de prise de parole ?

Il est adopté, je vous remercie.

Nous en venons maintenant au rapport de la septième commission, Culture, sport, tourisme et citoyenneté, avec un rapport de Michel Parent sur notre schéma départemental de la lecture publique, et ce sera Caroline Campodarve pour la commission des Finances.

Michel Parent, vice-président.

-Oui, président.

Dans notre délibération numéro 701 du 16 décembre 2016, nous avons décidé d'engager l'élaboration d'un schéma départemental de la lecture publique. Avec ce schéma, nous poursuivons trois grandes priorités : préserver le maillage des bibliothèques de proximité dans les communes, développer l'offre de service de la médiathèque en direction des bibliothèques et faire évoluer le régime d'aide du Département aux bibliothèques. Le schéma tient ainsi compte d'enjeux émergents comme l'organisation des bibliothèques en réseaux locaux, la proposition de nouveaux services au public et le développement d'une offre numérique pour les adhérents. Il prévoit une action renforcée du Département pour préserver et favoriser le service public de la lecture dans l'ensemble de notre territoire.

La septième commission vous propose, conformément au rapport, d'approuver, pour une durée de cinq ans, le schéma départemental de la lecture publique ci-annexé.

La septième commission a émis un avis unanime favorablement.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci beaucoup.

Caroline ?

Caroline Campodarve, conseillère départementale.

-C'est un avis favorable à l'unanimité.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Michel, je voulais vous redonner la parole pour un commentaire.

Michel Parent, vice-président.

-Bien sûr, avec plaisir.

Il s'agit d'un très beau sujet.

C'est le présent et l'avenir du livre papier, auquel nous sommes tous attachés.

Le schéma départemental coïncide avec un rapport au plan national qui avait été commandé par Erik Orsenna, qu'on connaît bien, en Charente-Maritime, et qu'il a intitulé, avec beaucoup d'élégance, comme d'habitude, "Voyage au pays des bibliothèques".

Il fait le même constat que nous, à savoir que les lieux culturels des bibliothèques sont le deuxième lieu culturel de France, après le cinéma. Ce qui veut dire que le livre papier a un présent et un avenir.

On sait qu'il y a beaucoup de publications, de romans, de livres traitant des problèmes sociétaux, de magazines, mais il y a surtout toujours autant de lecteurs, et ça, c'est important.

Le deuxième élément favorable, c'est le réseau de bibliothèques, en Charente-Maritime comme au plan national.

On a en Charente-Maritime plus de 210 bibliothèques qui sont liées à la médiathèque départementale.

On constate une double évolution.

La première, c'est que les bibliothèques et les médiathèques deviennent des lieux de lien social, avec l'opportunité d'avoir un lieu de rencontre, avec un espace jeux, avec un espace de convivialité.

Il faudra donc prendre en compte ces évolutions qu'on ressent au niveau départemental et qui se situent aussi au niveau national.

Et il y a une évolution très douloureuse, c'est le nombre de libraires en France.

On est passés, en 15 ans, de 7 500 libraires à 2 500.

Erik Orsenna dit dans son rapport que ce chiffre de 2 500 est stable.

C'est un moindre mal, mais il n'empêche.

On n'a que 94 libraires en Charente-Maritime pour 600 000 habitants.

C'est un maillage relativement faible, mais on est obligés de faire avec.

Quel doit être le rôle de la médiathèque départementale ?

C'est une compétence obligatoire du Département que la lecture publique, et on s'est donné, à travers ce schéma, trois objectifs.

Le premier, c'est de conforter la proximité entre la médiathèque départementale et les bibliothèques en matière de formation des bibliothécaires, en matière de formation au numérique, on aura d'ailleurs un portail numérique qui va être proposé aux bibliothécaires dans les semaines qui viennent, et en termes d'animation.

On va maintenir notre lien de proximité avec les bibliothèques en maintenant les bibliobus et en y ajoutant des navettes qui auront une fréquence plus régulière de visite, à raison par exemple d'une navette par mois.

On va donner aussi priorité à notre public qui est de notre compétence sociale, c'est-à-dire l'enfance, les aînés et les handicapés.

Le deuxième objectif de la médiathèque, c'est qu'elle soit mieux connue du grand public.

Elle est méconnue, car elle n'est pas ouverte au grand public.

L'idée est de faire un espace qui soit un espace d'exposition, une animation qui, petit à petit, nous permettra de faire découvrir la médiathèque et son rôle.

Le troisième objectif, c'est de faire évoluer le régime d'aide.

On va s'appuyer d'abord sur les critères du fonds de revitalisation, qui privilégie les petites communes, ce qui n'était pas le cas à travers le fonds d'aide de la médiathèque.

On va ouvrir les aides aux communes de plus de 5 000 habitants, de 5 000 à 10 000 habitants, à condition qu'elles jouent le rôle de têtes de réseau, ça me semble la moindre des choses.

On va aussi simplifier les aides, puisqu'on s'appuyait sur les critères de la DRAC, qui étaient assez lourds et complexes.

La DRAC exigeait la professionnalisation, on ne va pas l'imposer, mais il y avait des problèmes de mètres carrés, de surface, de contribution au nombre d'habitants.

On va donc alléger les choses pour faire en sorte que toutes les bonnes volontés et les volontés de développement des bibliothèques de proximité soient accompagnées.

Voilà les trois objectifs qu'on se donne pour la médiathèque départementale, qui est l'excellent outil pour préserver la lecture publique et ce fameux livre papier auquel, à titre personnel, je suis très attaché.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-On l'est tous, je lisais un chiffre intéressant : sur les ventes de livres, Amazon et les confrères d'Amazon ne représentent que 15 %.

Il reste quand même 85 % de nos concitoyens qui achètent un livre dans une librairie, dans un relais, dans une gare ou dans une Maison de la presse.

C'est un chiffre qui est moins pire, si je puis me permettre l'expression, que ce qu'on pouvait redouter.

Y a-t-il des interventions sur cette intervention de Michel Parent ?

Il n'y en a pas.

Pas d'objection à adopter ce schéma départemental de la lecture publique ?

Je vous remercie.

Nous en venons maintenant au rapport de la huitième commission.

Je vais demander à Mme Ferrand et à Mme Rabelle de se retirer, parce qu'elles sont concernées par ce rapport.

Même chose, Marylise, on t'a oubliée.

Tous ceux qui siègent au conseil d'administration peuvent sortir.

Voilà.

Mme Bureau également.

Tous ceux qui sont au conseil d'administration de l'office ou qui sont concernés par Habitat 17.

C'est une nouvelle règle à laquelle nous devons nous soumettre.

C'est absurde, les gens qui connaissent le mieux le dossier sortent au moment où on l'examine.

Sylvie Mercier le présente, et Caroline Campodarve ensuite pour la commission des Finances.

Sylvie Mercier, conseillère départementale.

-M. le président, la huitième commission vous propose d'approuver le principe de la participation du département de la Charente-Maritime au capital de l'organisme de foncier solidaire Terra Noe pour l'acquisition de parts sociales à hauteur de 80 000 euros, dont l'engagement sera proposé à la session d'été 2019.

Il vous propose aussi de désigner Mme Marie-Christine Bureau, membre du conseil d'administration de l'organisme de foncier solidaire Terra Noe, en tant que représentante du département de la Charente-Maritime.

La huitième commission a émis un avis favorable avec quatre voix favorables, et trois élus n'ont pas pris part au vote.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci.

Caroline Campodarve pour la commission des Finances.

Caroline Campodarve, conseillère départementale.

-Avis favorable à l'unanimité, M. le président.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Pas d'intervention, pas d'objection ?

Ce rapport est adopté.

On peut aller chercher les punis pour le dernier rapport.

C'est un rapport RH présenté par le président de la commission des Finances, Lionel Quillet.

Lionel Quillet, 1er vice-président.

-Le rapport propose la création de 31 postes et la suppression de 31 postes, compte tenu de la demande du payeur départemental.

Pour tout nouveau recrutement, à compter du premier avril 2019, l'arrêté de recrutement mentionne la délibération ayant créé l'emploi y afférent. Or, la difficulté de retrouver cette information pour les postes les plus anciens ainsi que ceux pour lesquels des modifications ont été réalisées nous conduit à supprimer des postes pour les créer concomitamment.

Deux : la création de deux postes d'instructeurs enfance relevant du cadre d'emplois des rédacteurs pour le service des mineurs non accompagnés.

L'un des deux postes sera pourvu par un agent en cours de reclassement.

Trois : la création de deux postes relevant du cadre d'emploi des techniciens afin de créer une équipe mobile des chefs de cuisine pour renforcer l'expertise et la technicité de la restauration scolaire en collège.

Cela a pour but d'assurer les remplacements et le transfert de savoir-faire technique et organisationnel.

Quatre : la mise à jour du tableau des effectifs pour tenir compte des transmissions de postes à la suite de départs en retraite, mobilités, mutations ou réussites à des concours d'agents départementaux.

Cinq : la création de dix contrats, dont six assistants socio-éducatifs ayant fait l'objet d'un reclassement et de la modification d'un contrat.
Six : la modification du règlement relatif au compte épargne-temps des agents de la fonction publique territoriale conformément au décret 2018-1305 qui mentionne la monétarisation des jours épargnés dès le 16ème jour au lieu du 21ème et de la possibilité de transférer celui-ci dans une mobilité.

Sept : d'assurer l'avenant à la convention passée avec la mutuelle Intériale Gras Savoye en intégrant, à compter du premier janvier 2019, les nouvelles conditions d'adhésion au-delà des 12 premiers mois.

Dominique Bussereau, président du Conseil départemental.

-Merci beaucoup.

Y a-t-il des prises de parole sur ce rapport ?

Non.

Y a-t-il des objections ?

Il n'y en a pas.

Nous en avons terminé, mes chers collègues avec les rapports inscrits à l'ordre du jour de cette session.

Nous nous retrouverons en disposition de commission permanente.

Je rappelle à nos collègues remplaçants suppléants qui viennent assister à nos séances qu'ils doivent bien évidemment rester en tribune pendant la commission permanente.

Nous nous remettons en commission permanente à 11h30.